



Published on *Nations Unies Commission économique pour l'Afrique* (<http://www.uneca.org>)

[Home](#) > La CEA et ses partenaires intensifient leurs efforts pour lutter contre les Flux financiers illicites en provenance d'Afrique

## La CEA et ses partenaires intensifient leurs efforts pour lutter contre les Flux financiers illicites en provenance d'Afrique

Nairobi, Kenya, le 21 novembre 2016 (CEA) - Un atelier de deux jours destiné aux parties prenantes travaillant pour faire face à la lutte contre les Flux financiers illicites provenant d'Afrique a débuté ce lundi, à Nairobi, avec le Chef des initiatives spéciales, au Bureau du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, Aida Opoku-Mensah appelant à une approche cohérente et coordonnée sur ce programme.

« Compte tenu de la mosaïque d'acteurs et des initiatives prospectives et en cours sur les différentes dimensions des FFI aux niveaux national, régional et mondial, il est nécessaire qu'il y ait de la cohérence, de la coordination et des partenariats complémentaires », déclare Aida Opoku-Mensah, à la séance d'ouverture.

Les parties prenantes à l'atelier regroupent des membres du Consortium chargés de stopper les FFI dont la mission sera de superviser la mise en œuvre des recommandations du rapport du Groupe de haut niveau sur les FFI, qui était présidé par l'ancien Président sud-africain, Thabo Mbeki.

Mme Opoku-Mensah souligne qu'alors que le continent prend des mesures concrètes en vue d'une approche cohérente pour endiguer les FFI, il reste encore beaucoup à faire.

« Convenir des fonctions et de l'applicabilité du Consortium, ainsi que le plan de mise en œuvre exécutable pour contrer les FFI, fera immédiatement passer ce Consortium à sa prochaine étape de mise en œuvre », ajoute-t-elle.

Elle déclare que la mise en œuvre des recommandations du rapport du Groupe de haut niveau « a toujours été soutenue par une grande approche, élargissant ainsi la possibilité de partenariats complémentaires entre les institutions et les acteurs de premier plan ».

Elle ajoute que cela est la raison pour laquelle le Consortium a été créé, non seulement pour tirer parti des partenariats, mais également pour fournir une plate-forme en vue de partager les expériences et, surtout, aux fins de guider et d'engager les efforts concrets de mise en œuvre pour endiguer les IFF provenant d'Afrique.

Présentant le mandat du Consortium, l'Avocate Monjaku Gumbi, Conseillère principale à la Fondation Thabo Mbeki, déclare que l'Afrique est un exportateur net de capitaux et ajoute que le continent ne s'excusera auprès de personne pour la lutte qu'elle mène contre les FFI.

Elle déclare qu'il est nécessaire que les organisations travaillant sur l'endiguement des FFI sur

le continent collaborent les unes avec les autres sur les activités connexes aux niveaux national et continental.

Ceci, dit-elle, inclut la collaboration dans la génération et la diffusion des connaissances sur les FFI; le renforcement des capacités institutionnelles, réglementaires et humaines pour contrer les FFI; la mobilisation des ressources et le suivi du processus de mise en œuvre.

L'atelier vise, entre autres, à examiner et à approuver le projet de mandat du Consortium; assurer une supervision stratégique des interventions visant à contrer les FFI; renforcer la cohérence des efforts visant à freiner les FFI et convenir des programmes de travail conjoints et la prestation conjointe d'activités. En outre, le Consortium contribuera au rapport annuel sur la lutte contre les FFI qui sera soumis aux chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine lors du Sommet de l'UA.

Les Flux financiers illicites en provenance d'Afrique sont devenus une préoccupation majeure en raison de l'ampleur et de l'impact négatif de ces flux sur le programme de développement et de gouvernance du continent.

D'après certaines estimations, les Flux illicites en provenance d'Afrique pourraient atteindre les 50 milliards de dollars par an. C'est environ le double de l'Aide publique au développement (APD) que reçoit l'Afrique.

Sont présents à l'atelier, les représentants de la Commission de l'Union africaine (UA), de la Banque africaine de développement (BAD), de la Fondation africaine pour le renforcement des capacités, de l'Union panafricaine des avocats, de la Fondation Thabo Mbeki, de la Fondation Open Society et du Réseau pour la justice fiscale, entre autres.

Publié par:

La Section des communications

Commission économique pour l'Afrique

BP 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél. +251 11 551 5826

Adresse électronique : [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org) <sup>[1]</sup>

**Source URL:** <http://www.uneca.org/fr/stories/la-cea-et-ses-partenaires-intensifient-leurs-efforts-pour-lutter-contre-les-flux-financiers>

#### Links

[1] <mailto:ecainfo@uneca.org>